

CILSS

Comité permanent Inter-Etats
de Lutte contre la Sécheresse
dans le Sahel

OCDE
CLUB DU SAHEL

**LES ESPACES CEREALISERS REGIONAUX
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Séminaire de Lomé (Togo) - 6/11 novembre 1989

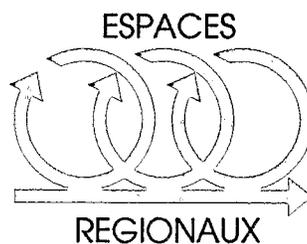
Le prix, variable fondamentale
des espaces céréaliers

Jean-Paul MINVIELLE

ORSTOM
Centre de Lomé

SL89/22
Or. Fr.

OCTOBRE 1989



O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 30490 ex 1

Cote : B

P186

**Le prix, variable fondamentale
des espaces céréaliers**

Jean-Paul Minvielle

Les idées exprimées et les faits exposés dans ce document le sont sous la responsabilité personnelle des auteurs et n'engagent pas nécessairement l'OCDE, le Club du Sahel ou le CILSS.

En Afrique sub-saharienne, la recherche de la sécurité alimentaire est devenue une préoccupation constante des deux dernières décennies. L'interventionnisme étatique a été, sous des formes diverses, le principal instrument de cette quête.

Dans les années 70, aide alimentaire, grands projets de développement, stratégies et politiques alimentaires étaient destinés à résoudre une crise analysée comme un phénomène essentiellement conjoncturel.

L'ajustement structurel, dernière option en date, s'attaque à une crise désormais perçue comme profonde et générale, caractérisée par l'interaction entre des composantes jusqu'alors dissociées : endettement, urbanisation, production alimentaire et approvisionnement, etc...

Les échecs essayés, ainsi que les résultats discutables obtenus dans de nombreux cas, ont conduit à l'abandon des thèses les plus simplistes, à la reconnaissance de la complexité des organisations socio-économiques sur lesquelles il avait paru aisé d'influer, enfin à un approfondissement et un affinement des problématiques servant de base aux décisions politiques.

Dans ce contexte, la nécessité d'une meilleure connaissance des structures et des dynamiques, de suivis et d'évaluations plus précis de l'impact des politiques, bref, d'une meilleure information, est devenue un fait admis. Le colloque sur les politiques céréalières, tenu à Mindelo en décembre 1986, a d'ailleurs largement insisté sur cette nécessité d'une information plus fiable et mieux adaptée aux besoins des décideurs.

1. LE PRIX, INSTRUMENT D'INTERVENTION ET INDICATEUR DE L'ÉTAT DU MARCHÉ

Le prix est, indiscutablement, un cas à part, parmi les variables économiques. Il procède en effet d'une double essence, impulsant et informant, à la fois cause et effet.

Le prix impulse : en effet, les espaces céréaliers régionaux, de fait, tels qu'ils ont été récemment identifiés en Afrique de l'ouest, résultent directement des comportements de commerçants motivés par l'existence de différentiels de prix stimulants. Dans ce cas, le prix génère, impulse les échanges. Il peut aussi bloquer le développement de productions locales si celles-ci ne s'avèrent pas compétitives face aux approvisionnements extérieurs. L'envahissement des marchés sahéliens par les céréales importées en est un exemple.

Le prix informe : en l'absence de réglementation, le prix informe sur la relation établie entre l'offre et la demande, et donc les états d'équilibre d'excédent ou de déficit ; en d'autres termes, s'agissant de produits vivriers, sur les situations alimentaires locales.

Par ses deux facettes de déterminant des échanges (et donc de régulateur de marché) et d'instrument d'information, le prix se situe au coeur de la problématique de la sécurité alimentaire.

L'intervention par les prix a été un des instruments de base de la mise en oeuvre de politiques alimentaires : contrôle de l'activité des commerçants privés et fixation de prix faibles favorables aux consommateurs dans un premier temps, libéralisation du commerce et recherche de prix incitatifs au producteur dans un second. Il est intéressant de noter que ces politiques de prix ont été déterminées plus en fonction d'a priori simplificateurs que de véritables analyses concernant la dynamique de leur formation ou leur impact réel sur les systèmes de production et de commercialisation. La fixation des prix avait le double inconvénient d'empêcher les marchés de s'autoréguler et de perturber leur rôle d'indicateurs des rapports établis entre l'offre et la demande. Les politiques d'ajustement structurel, basées sur la libéralisation des incitations économiques, devraient permettre de restituer aux prix cette double fonction de catalyseur des échanges et d'instrument d'information.

Le recours au prix comme indicateur de l'état du marché a été, jusqu'à présent, à peu près totalement négligé. Il faut dire que l'information disponible sur le sujet, en général des mercuriales approximatives et souvent obsolètes, n'était certainement pas de nature à attirer l'attention et susciter la confiance des utilisateurs potentiels. Et pourtant, si l'on veut bien admettre que toute la problématique de la sécurité alimentaire se ramène finalement à un simple problème d'adéquation de l'offre à la demande, force est de reconnaître que le prix du marché est, sans conteste, l'indicateur économique majeur auquel l'on devrait recourir. Les faits montrent qu'il n'en est rien, bien au contraire...

Plusieurs explications à cet état de fait, mais avant tout la plus fondamentale :

- * En l'absence de réglementation, le prix se détermine tout naturellement en fonction du rapport établi entre l'offre et la demande du bien considéré. Cette détermination procède non seulement des quantités mises en jeu, mais aussi des types d'intervenants mis en relation (et donc de la nature des circuits et des flux). Il n'est un secret pour personne que, pour des quantités échangées identiques, les situations de monopole ou de monopsonie influenceront diversement sur cette détermination. La faiblesse chronique et incontournable des relevés de prix habituels réside dans le fait qu'ils nous informent sur le résultat obtenu (le prix du marché) sans nous avoir précisé les paramètres de sa formation. Il est impossible, dans de telles conditions, de décrypter l'information fournie pour en tirer une interprétation économique réaliste.

Nous pouvons illustrer cela par un exemple simple, imaginaire mais tout à fait plausible :

Un prix montant subitement sur un marché rural peut tout aussi bien résulter (parmi de multiples autres possibilités) de deux situations diamétralement opposées :

- De l'intervention d'un gros commerçant informé de l'existence d'excédents locaux et d'un prix particulièrement attractif. Il se présente avec son camion et accepte, compte tenu de ses opportunités de revente et de la nécessité de remplir son véhicule, une majoration du prix de vente par rapport à la moyenne locale des jours précédents, la faiblesse de celle-ci l'ayant incité à se porter acquéreur sur ce marché. La montée du prix qui accompagnera cette opération résultera d'une forte augmentation momentanée de la demande dans une situation locale d'excédent de l'offre.
- De l'apparition sur le marché d'une demande, unitairement faible, de nombreux consommateurs finaux ne pouvant plus assurer, de façon autonome, leur subsistance. Face à une offre limitée, la montée des prix qui en résultera sera la manifestation d'un véritable problème de déficit alimentaire local.

Nous n'argumenterons pas ici sur les à-côtés et les implications de ce petit exemple à prétention uniquement illustrative. Notre but sera atteint si nous avons fait percevoir que, isolé de son contexte, le prix en tant que tel ne signifie rien et ne permet donc aucune interprétation économique justifiée.

2. L'INFORMATION PRIX, UNE APPROCHE ELARGIE

C'est pourquoi, il nous semble nécessaire de repenser l'approche par les prix en n'hésitant pas à la reformuler sous l'appellation d'"information prix". Dans celle-ci, les relevés de prix, améliorés par rapport à ce que nous connaissons actuellement sous la dénomination de mercuriales, demeurent un élément essentiel mais non suffisant. Afin de permettre l'interprétation de ces prix et de leurs mouvements, ces relevés devront être accompagnés d'informations complémentaires donnant un minimum d'indications sur les modalités de leur

formation : types d'intervenants, situation et rôle du marché dans les circuits de commercialisation (typologies), etc...

La conception d'un système efficace d'information sur les prix passe donc par trois actions complémentaires et liées :

- l'amélioration méthodologique des relevés de prix,
- l'identification, en fonction de la problématique posée, des variables complémentaires nécessaires à l'analyse,
- la proposition de schémas interprétatifs des résultats, adaptés à la problématique.

2.1. L'AMELIORATION METHODOLOGIQUE DES RELEVES DE PRIX

Les mercuriales constituent, à l'heure actuelle, la totalité de l'information disponible sur les prix. Celles-ci, cependant, ne répondent généralement pas aux attentes des utilisateurs d'informations en raison de faiblesses méthodologiques qui, pour l'essentiel, se résument à :

- la mauvaise définition des concepts,
- de mauvaises couvertures spatiales et temporelles,
- la faible fiabilité des relevés,
- l'obsolescence des données publiées.

La création d'une "information prix" utilisable passe, avant toute chose, par une "mise à niveau" de ces mercuriales. Nous n'aborderons pas ici les problèmes méthodologiques. On notera cependant que ces améliorations ne nécessitent pas, dans la plupart des cas, de mener des réflexions de très haute volée. En effet, bien souvent, des précisions méthodologiques extrêmement simples, bien adaptées aux pratiques locales, permettraient des progressions spectaculaires. Par exemple, la simple adoption du concept de "prix du kg" au lieu de celui de "prix au kg" permettrait de résoudre le double problème méthodologique des quantités échangées (prix de gros et de détail) et des types d'unités de mesure locale utilisées (UML). Il va sans dire que cet exemple ne résume pas à lui seul les méthodes d'amélioration à mettre en oeuvre.

En fait, et pour une double raison, l'axe essentiel de l'amélioration passe par la mise en commun des expériences accumulées dans la plupart des pays concernés.

La première raison est que les niveaux de maturation des concepts et des méthodes s'avèrent très différents d'un pays à l'autre. Dans ces conditions, il serait non seulement utile, mais nécessaire, que soient évitées les pertes de temps liées à l'exploration de voies déjà testées ailleurs.

La seconde raison, peut-être plus riche de potentialités analytiques, est que les choix effectués ou les objectifs visés diffèrent d'un pays à l'autre, tant au niveau des méthodes que des concepts. Ces divergences, généralement argumentées, ne doivent en aucun cas être perçues comme des entraves, mais bien au contraire comme un facteur très positif pour l'avancée de la réflexion, sous réserve qu'elles puissent être mises en commun et analysées.

Cette amélioration des méthodes de relevés de prix est la première action à entreprendre. C'est aussi la plus simple à réaliser, d'autant qu'elle s'inscrit parfaitement dans la dynamique actuelle qui voit, dans les différents pays, des efforts importants consentis dans ce domaine.

2.2. L'IDENTIFICATION DE L'"INFORMATION PRIX"

Une dynamique riche et exceptionnelle est apparue ces dernières années dans les processus de création d'informations dans les pays du Sahel : systèmes d'alerte précoce, systèmes d'informations sur les marchés céréaliers, etc... Ces systèmes résultent tous d'une nouvelle approche de l'information, mieux articulée aux décisions qu'elle est censée étayer, basée sur la recherche de complémentarités entre des domaines jusque-là dissociés. Plus que les méthodes elles-mêmes, c'est cette nouvelle vision "politique" de l'information et de son rôle dans la prise de décision qui apparaît riche de potentialités, autorise les ambitions, et permet de considérer désormais avec recul le point de vue suivant lequel "personne, jusqu'à présent, n'a jamais pu interpréter de manière convaincante des mercuriales".

Dans ces conditions, l'identification et la création d'une véritable "information prix" quittent le domaine de l'utopie pour entrer dans celui du réalisable.

2.3. L'ANALYSE DE L'"INFORMATION PRIX"

Le problème de l'analyse de l'information obtenue, qui dépasse largement les seules études de prix, demeure un des plus préoccupants à l'heure actuelle. Nous avons souligné les progrès effectués durant ces dernières années dans l'identification de l'information, sa structuration et l'optimisation des méthodes de collecte. Ces acquis sont certains et l'on peut actuellement noter des améliorations permanentes dans la voie de la mise à disposition d'une information fiable et adaptée. Le corollaire en est une complexification de l'information qui conduit à un déplacement des difficultés : dans les systèmes les plus avancés, ce sont désormais les capacités d'analyser l'information disponible qui deviennent préoccupantes.

Deux options principales existent pour la solution de ce problème :

- la recherche et l'utilisation des compétences nécessaires à ces traitements analytiques de plus en plus complexes,
- la pré-interprétation de l'information par le recours à des modèles d'aide à la décision.

La première option, évidente, a déjà fait l'objet de tests. En particulier, par l'implication d'organismes de recherche ou d'universités dans l'analyse des données. Ces pratiques, qu'il convient cependant de poursuivre, s'avèrent malgré tout très ponctuelles, délicates à mettre en oeuvre et, pour l'instant, difficilement généralisables.

La seconde option est bien adaptée au traitement d'informations quantitatives, conjoncturelles, les prix en étant un parfait exemple. Les techniques actuelles de micro-informatique permettraient ainsi d'envisager un traitement et une première interprétation automatisée des résultats sous la forme de modèles d'aide à la décision.

3. VERS L'ESPACE REGIONAL DE L'INFORMATION, LE PROGRAMME SRIP

Le programme SRIP a pour objectif le regroupement des informations nationales sur les prix au sein d'un Système Régional d'Information sur les Prix. Il procède des idées de base suivantes :

- L'"information prix" est très certainement pertinente par rapport aux problématiques de la sécurité alimentaire et de l'espace régional céréalier.
- Cette pertinence n'est pour l'instant pas évidente, en raison de la mauvaise qualité et du caractère trop limité des relevés actuels sur les prix, ainsi que des carences des modèles d'interprétation de leurs mouvements en relation avec les réalités du terrain.

Dans ces conditions, le programme se propose :

- d'appuyer la réflexion méthodologique en vue de disposer, à terme, d'une information de base sur le prix fiable, homogène et clairement identifiée. Cette évolution méthodologique sera essentiellement basée sur la prise en compte des acquis et expériences disponibles dans les différents pays.
- lorsque cette information de base sur les prix sera disponible, d'en faire une analyse approfondie en relation avec les autres informations issues des systèmes d'informations nationaux. Si cela s'avère réalisable, de proposer des modèles d'interprétation utilisables pour la prise de décision.

Actuellement en cours de démarrage, ce programme bénéficie d'un financement du Ministère Français de la Coopération et devrait être mené par l'ORSTOM en collaboration avec le projet DIAPER du CILSS, la Mission Française Régionale d'Appui au CILSS, le programme INRA/IRAM/UNB "Echanges, politiques agricoles et dynamique des échanges régionaux" et les autres programmes du CILSS intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Le logiciel informatique EMA de traitement et d'analyse des prix devrait servir de cheville ouvrière à la réalisation de ce programme régional. Ce logiciel, en voie d'édition par l'ORSTOM, est utilisé à l'échelle nationale au Togo depuis février 1989 et a déjà fait l'objet de tests dans plusieurs pays du Sahel : Niger, Burkina Faso et Mali. La version actuellement disponible est la 1.2. Une version 2.0 est en cours de réalisation et devrait être disponible avant la fin de l'année 1989. Elle intégrera la plupart des remarques faites par les utilisateurs actuels du logiciel.

Dans sa version actuelle, ce logiciel permet la gestion complète de base de données nationales ou régionales sur les prix : saisie, gestion, traitements et éditions. Destiné à être utilisé par des non-informaticiens, EMA est entièrement auto-documenté et basé sur une imbrication hiérarchisée de menus explicites. Il permet donc de confier la gestion des bases de données à du personnel d'exécution, de qualification moyenne. Un accent particulier a été mis sur la sécurité d'utilisation afin de minimiser les risques d'erreur (vérifications de codifications, de cohérence des données etc...). Cette sécurité sera encore accrue dans la version 2.0. Les éditions sont automatiques et paramétrées pour des publications directes en format standard A4. Des traitements statistiques simples, permettant une première approche de la dynamique de formation des prix relevés (premier pas vers la création de l'"information prix"), sont intégrés au logiciel.

Compte tenu de son intérêt et du temps déjà important consacré à sa réalisation, ce logiciel fera l'objet de développements permanents, en liaison avec les besoins exprimés par ses utilisateurs. D'ores et déjà, l'intégration de deux nouveaux modules est programmée pour 1990 : un module de représentation graphique et un module de représentation cartographique.